

**OBJET BIBLIOTHEQUES ALAIN LORRAINE (SOURCE/ BELLEPIERRE)
ET ALAIN PETERS (MOUFIA)**

**RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS DE MUTUALISATION DE SERVICES
ENTRE LA COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE DU NORD DE LA REUNION
(CINOR) ET LA VILLE DE SAINT-DENIS**

STRUCTURER L'OFFRE SPORTIVE ET CULTURELLE

Dans le cadre de ses compétences en matière d'équipements culturels, la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) a construit une bibliothèque au Moufia, la bibliothèque Alain PETERS, et une bibliothèque à la Source/ Bellepierre, la bibliothèque Alain LORRAINE.

La CINOR n'ayant pas le personnel nécessaire pour assurer le fonctionnement des deux structures, la Commune de Saint-Denis a proposé de mettre ses services à disposition de la Communauté d'Agglomération dans le cadre d'une convention de mutualisation de services sur la base de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La mise à disposition de services a pris effet le 1er décembre 2009. Les conventions en cours ayant expiré le 31 décembre 2012, il y a lieu de les reconduire jusqu'au 31 décembre 2013 pour une bonne organisation des services.

Le Comité Technique Paritaire a été consulté sur le sujet.

Par conséquent, je vous demande :

- d'autoriser le renouvellement des conventions de mise à disposition de services entre la Ville et la CINOR concernant la bibliothèque Alain PETERS au Moufia et la bibliothèque Alain LORRAINE à la Source/ Bellepierre ;
- d'approuver les termes des conventions jointes en annexe ;
- de m'autoriser à signer les conventions et tout autre acte relatif à ces affaires ;
- de m'autoriser à procéder au recouvrement des recettes afférentes sur la base de l'état exécutoire visé par le Receveur Municipal de Saint-Denis.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-1-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Signé électroniquement par :
LE MAIRE
28/02/2013


Gilbert ANNETTE

**OBJET BIBLIOTHEQUES ALAIN LORRAINE (SOURCE/ BELLEPIERRE)
ET ALAIN PETERS (MOUFIA)**

**RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS DE MUTUALISATION DE SERVICES
ENTRE LA COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE DU NORD DE LA REUNION
(CINOR) ET LA VILLE DE SAINT-DENIS**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 13/1-15 du Maire ;

Vu le rapport de Madame Hajasoa PICARD, 4^{ème} Adjointe, présenté au nom des Commissions
Affaire Générale/ Entreprise Municipale et Culture/ Jeunesse/ Sport ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

ARTICLE 1 Autorise le renouvellement des conventions de mise à disposition de services entre la Ville de Saint-Denis et la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion concernant la bibliothèque Alain PETERS au Moufia et la bibliothèque Alain LORRAINE à la Source/ Bellepierre pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2013.

ARTICLE 2 Approuve les termes des conventions jointes en annexe.

ARTICLE 3 Autorise le Maire à signer les conventions et tout autre acte relatif à ces affaires.

ARTICLE 4 Autorise le Maire à procéder au recouvrement des recettes afférentes sur la base de l'état exécutoire visé par le Receveur Municipal de Saint-Denis.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-2-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Signé électroniquement par :
LE MAIRE
28/02/2013


Gilbert ANNETTE

**CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES DE SAINT-DENIS
(MOUFIA)
AUPRES DE LA COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE DU NORD DE LA REUNION (CINOR)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion, représentée par Monsieur Maurice GIRONCEL, son président en exercice, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Bureau communautaire en date du devenue exécutoire le ci-après dénommée la CINOR,

D'UNE PART,

La Commune de Saint-Denis, représentée par Monsieur Gilbert ANNETTE, son maire en exercice, dûment habilité à cet effet par la délibération n° 13/1-15 du Conseil Municipal en date du 23 février 2013, devenue exécutoire le ci-après dénommée la Commune de Saint-Denis,

D'AUTRE PART.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT.

Dans le cadre de la compétence qui lui a été transférée en matière d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, la CINOR gère la Bibliothèque du Moufia.

La CINOR n'ayant pas de personnel propre dans ce domaine, la Commune de Saint-Denis a proposé de mettre les agents affectés à la bibliothèque temporairement à la disposition de notre EPCI et, ce, dans le cadre d'une convention de mutualisation de services.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

Article 1- Objet de la convention

La présente convention concerne le personnel de la Bibliothèque du Moufia qui sera mutualisé au sein de la CINOR. Cette mutualisation s'effectuera contre une participation financière de la CINOR qui sera versée à la Ville de Saint-Denis.

Article 2- Situation des agents exerçant leurs fonctions dans les services mis à disposition

Les agents du service de la Commune de Saint-Denis mis à disposition de la CINOR demeurent statutairement employés par la Commune de Saint-Denis dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service pour le compte de la CINOR bénéficiaire de la mise disposition de services dans les conditions fixées en annexe à la présente convention.

Article 3- Modalités financières de la mise à disposition

Conformément aux dispositions réglementaires prévues en matière de mutualisation de service, la CINOR versera à la Commune de Saint-Denis le coût mensuel des moyens mis à sa disposition par la Ville. Ce remboursement s'effectuera au vu d'un état exécutoire de dépenses visé par le receveur municipal de Saint-Denis.

Article 4- Durée de la mutualisation

Cette mutualisation prend effet à compter du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2013 et renouvelable par décision expresse.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-3-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Article 5- Litiges

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de mutualisation et ses suites sera du ressort du Tribunal Administratif de Saint-Denis.

Fait à Saint-Denis,
Le
(en trois exemplaires)

**Pour la CINOR
Le Président**

**Pour la Commune de Saint-Denis
Le Maire**

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-3-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Signé électroniquement par :
LE MAIRE
28/02/2013


Gilbert ANNETTE

MUTUALISATION DE SERVICES
BIBLIOTHEQUE ALAIN PETERS DU MOUFIA

PERIODE DE REFERENCE **SEPTEMBRE 2012**


GRADE	STATUT	TRAITEMENT BRUT MENSUEL	CHARGES PATRONALES	TOTAL MENSUEL
FONCTION				
Agent d'entretien	(titulaire)	2 506,27 €	723,25 €	3 229,52 €
Bibliothécaire	(titulaire)	3 687,84 €	1 022,77 €	4 710,61 €
Assistant de conservation	(titulaire)	2 631,82 €	742,23 €	3 374,05 €
Employé de bureau	(non titulaire)	1 758,98 €	661,12 €	2 420,10 €
Agent du patrimoine	(non titulaire)	1 857,14 €	698,10 €	2 555,24 €
Agent du patrimoine	(non titulaire)	1 706,86 €	639,04 €	2 345,90 €
Agent d'entretien	CAE à 35 heures	1 425,70 €	119,62 €	1 545,32 €
Agent d'entretien	CAE à 35 heures	1 425,70 €	119,62 €	1 545,32 €
		18 726,17 €	5 374,50 €	24 100,67 €

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-4-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Signé électroniquement par :
LE MAIRE
28/02/2013


Gilbert ANNETTE

SITUATION DES AGENTS AFFECTES DANS LES SERVICES MIS A DISPOSITION

	Compétences de la collectivité d'origine	Compétences de la collectivité d'accueil	OBSERVATIONS	
Congés annuels	Nombre de droits à congés ouverts par l'organisme d'accueil	Décision d'opportunité de placement en congés annuels prise par l'organisme d'accueil qui en informe l'organisme d'origine	Les demandes de congés sont dématérialisées	
Congé de maladie ordinaire	Prise en charge conformément à la réglementation en vigueur	Décision de placement en congé maladie prise par l'organisme d'accueil qui en informe l'organisme d'origine	Les certificats doivent être transmis à la CINOR qui transmettra une copie à la Ville	
Accident du travail	Prise en charge conformément à la réglementation en vigueur	Décision de placement en accident de travail prise par l'organisme d'accueil qui en informe l'organisme d'origine		
Congés de longue maladie	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Avis de l'organisme d'accueil		
Congés de longue durée	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Avis de l'organisme d'accueil		
mi temps thérapeutique	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Avis de l'organisme d'accueil		
Congé de maternité	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Avis de l'organisme d'accueil		
Conditions de travail	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Prend les décisions sur l'organisation hiérarchique, l'organisation du travail et des horaires de travail		
Aménagement du temps de travail	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Avis de l'organisme d'accueil	Il s'agit des demandes de temps partiel	
Rémunération	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	L'organisme d'accueil supporte seul les frais de formation dont il souhaite faire bénéficier l'agent		
Formation	DIF	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine		
	Bilan de compétences	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine		
	Congé pour validation des acquis	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine		
	Congé pour formation syndicale	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine		
Notation	Après lecture du rapport de la collectivité d'accueil, la collectivité d'origine établit la notation	Etablissement d'un rapport assorti d'une proposition de notation		
Pouvoir disciplinaire	L'administration d'origine exerce le pouvoir disciplinaire	Saisine possible de l'organisme d'accueil		
Avancement	Collectivité d'origine		Signé électroniquement par : LE MAIRE 28/02/2013  Gilbert ANNETTE	

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-5-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

**CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES DE SAINT-DENIS
(LA SOURCE)
AUPRES DE LA COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE DU NORD DE LA REUNION (CINOR)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion, représentée par Monsieur Maurice GIRONCEL, son président en exercice, dûment habilité à cet effet par la délibération n° du Bureau communautaire en date du devenue exécutoire le ci-après dénommée la CINOR,

D'UNE PART,

La Commune de Saint-Denis, représentée par Monsieur Gilbert ANNETTE, son maire en exercice, dûment habilité à cet effet par la délibération n° 13/1-15 du Conseil Municipal en date du 23 février 2013, devenue exécutoire le ci-après dénommée la Commune de Saint-Denis,

D'AUTRE PART.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT.

Dans le cadre de la compétence qui lui a été transférée en matière d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, la CINOR gère la Bibliothèque de la Source.

La CINOR n'ayant pas de personnel propre dans ce domaine, la Commune de Saint-Denis a proposé de mettre les agents affectés à la bibliothèque temporairement à la disposition de notre EPCI et, ce, dans le cadre d'une convention de mutualisation de services.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

Article 1- Objet de la convention

La présente convention concerne le personnel de la Bibliothèque de la Source qui sera mutualisé au sein de la CINOR. Cette mutualisation s'effectuera contre une participation financière de la CINOR qui sera versée à la Ville de Saint-Denis.

Article 2- Situation des agents exerçant leurs fonctions dans les services mis à disposition

Les agents du service de la Commune de Saint-Denis mis à disposition de la CINOR demeurent statutairement employés par la Commune de Saint-Denis dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Ils effectuent leur service pour le compte de la CINOR bénéficiaire de la mise disposition de services dans les conditions fixées en annexe à la présente convention.

Article 3- Modalités financières de la mise à disposition

Conformément aux dispositions réglementaires prévues en matière de mutualisation de service, la CINOR versera à la Commune de Saint-Denis le coût mensuel des moyens mis à sa disposition par la Ville. Ce remboursement s'effectuera au vu d'un état exécutoire de dépenses visé par le receveur municipal de Saint-Denis.

Article 4- Durée de la mutualisation

Cette mutualisation prend effet à compter du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2013 et renouvelable par décision expresse.

Article 5- Litiges

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de mutualisation et ses suites sera du ressort du Tribunal Administratif de Saint-Denis.

Fait à Saint-Denis,
Le
(en trois exemplaires)

**Pour la CINOR
Le Président**

**Pour la Commune de Saint-Denis
Le Maire**

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-6-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Signé électroniquement par :
LE MAIRE
28/02/2013


Gilbert ANNETTE

MUTUALISATION DE SERVICES
BIBLIOTHEQUE ALAIN LORRAINE DE LA SOURCE

PERIODE DE REFERENCE : **SEPTEMBRE 2012**


GRADE	STATUT	TRAITEMENT BRUT MENSUEL	CHARGES PATRONALES	TOTAL MENSUEL
FONCTION				
Bibliothécaire	(titulaire)	3 978,11 €	1 058,04 €	5 036,15 €
Assistant de conservation	(titulaire)	3 022,10 €	795,20 €	3 817,30 €
Auxiliaire de puériculture	(faisant fonction d'agent du patrimoine)	1 682,53 €	629,88 €	2 312,41 €
Agent du patrimoine	(non titulaire)	2 042,71 €	767,79 €	2 810,50 €
		10 725,45 €	3 250,91 €	13 976,36 €

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-7-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013

Signé électroniquement par :
LE MAIRE
28/02/2013


Gilbert ANNETTE

SITUATION DES AGENTS AFFECTES DANS LES SERVICES MIS A DISPOSITION

	Compétences de la collectivité d'origine	Compétences de la collectivité d'accueil	OBSERVATIONS
Congés annuels	Nombre de droits à congés ouverts par l'organisme d'accueil	Décision d'opportunité de placement en congés annuels prise par l'organisme d'accueil qui en informe l'organisme d'origine	Les demandes de congés sont dématérialisées
Congé de maladie	Congé de maladie ordinaire	Prise en charge conformément à la réglementation en vigueur	Les certificats doivent être transmis à la CINOR qui transmettra une copie à la Ville
	Accident du travail	Prise en charge conformément à la réglementation en vigueur	
Congés de maladie	Congé de longue maladie	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
	Congé de longue durée	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
	mi-temps thérapeutique	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
Congé de maternité	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	Avis de l'organisme d'accueil	
Conditions de travail		Prend les décisions sur l'organisation hiérarchique, l'organisation du travail et des horaires de travail	
Aménagement du temps de travail		Avis de l'organisme d'accueil	Il s'agit des demandes de temps partiel
Rémunération		L'organisme d'accueil supporte seul les frais de formation dont il souhaite faire bénéficier l'agent	
Formation	DIF	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
	Bilan de compétences	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
	Congé pour validation des acquis	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
	Congé pour formation syndicale	Décision et prise en charge par l'organisme d'origine	
Notation	Après lecture du rapport de la collectivité d'accueil, la collectivité d'origine établit la notation	Etablissement d'un rapport assorti d'une proposition de notation	
Pouvoir disciplinaire	L'administration d'origine exerce le pouvoir disciplinaire	Saisine possible de l'organisme d'accueil	Signé électroniquement par : LE MAIRE 28/02/2013 
Avancement	Collectivité d'origine		Gilbert ANNETTE

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20130223-8-13115-DE
Date de réception préfecture : 01/03/2013